

# Japon : la guerre des autres ?

SHELDON GARON

Contrairement à une image répandue par la propagande alliée, le « fanatisme » de la mobilisation civile de la population japonaise, pour reprendre les termes de la propagande alliée au cours de la Seconde Guerre mondiale, n'a rien d'exceptionnel.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, les Alliés affrontèrent un ennemi qui leur sembla sans pareil. Les soldats japonais combattaient souvent jusqu'à la mort, fidèles à l'ordre reçu de ne jamais se rendre. Les civils eux aussi étaient réputés incarner le « fanatisme » des guerriers samourais. Au cours de la sanglante bataille que les Américains livrèrent pour prendre l'île japonaise de Saipan en 1944, ils virent plusieurs centaines de femmes et d'enfants se jeter du haut d'une falaise plutôt que de se rendre. Une telle horreur persuada le commandement allié que, face à la prochaine invasion américaine des îles principales du Japon, les

civils résisteraient avec autant d'acharnement que les soldats. Un film de 1945 commandé par le ministère de la Guerre des États-Unis, *Know Your Enemy: Japan*, dépeignait les Japonais du front intérieur comme les « prisonniers volontaires » d'un « système maléfique d'embrigadement politique et religieux qui forge, modèle et façonne toute la population jusqu'à en faire une masse obéissante dotée d'un seul esprit » ; « un système d'embrigadement si parfait qu'Hitler le jalouse ».

Cette lecture orientaliste exagère les différences culturelles entre les civils japonais et leurs homologues

occidentaux. Elle permet aussi de comprendre pourquoi le Japon apparaît rarement dans les tentatives d'écrire une histoire véritablement globale de la Seconde Guerre mondiale. Même si l'embrigadement du front intérieur eut quelque chose de fanatique, le fanatisme du régime japonais n'a rien d'exceptionnel. Tous les principaux belligérants mobilisèrent leurs populations civiles d'une manière inédite. En 1942, quiconque aurait voyagé de la Grande-Bretagne démocratique au Japon impérial, ou de l'Allemagne nazie à l'Union soviétique, aurait relevé maints traits communs de la vie quotidienne dans ces pays en guerre : des campagnes pour inciter la population à faire des économies, des tickets de rationnement, des guetteurs chargés d'avertir en cas de raids aériens, des black-out, des évacuations. Ces traits communs n'étaient pas le fruit du hasard. Dans un mouvement vigoureux d'étude et d'émulation réciproques, ces nations anticipaient ce qu'elles appelaient toutes la « guerre totale ». Partout dans le monde ceux qui préparaient la guerre étaient convaincus que le conflit à venir serait gagné (ou perdu) non seulement sur le champ de bataille, mais aussi sur le front intérieur. Partout les civils étaient incités à participer aux emprunts de guerre, au rationnement alimentaire, à la défense passive contre les bombardements aériens et à soutenir leur « moral » face à une guerre prolongée. La construction de ce front intérieur par l'État japonais et les emprunts qu'il fit aux expériences d'autres pays avant et pendant la guerre sont l'objet de ce chapitre. Celui-ci met également en lumière le caractère central des relations *transnationales* dans

l'évolution du « front intérieur » des différentes nations.

### **Guerre et paix : un front à double usage**

Pour le Japon et les autres puissances, la notion de « front intérieur » trouve sa source dans la Première Guerre mondiale. Allié de l'Entente, le Japon joua un rôle mineur dans les combats et n'eut guère besoin de mobiliser ses civils. Toujours est-il que l'État japonais étudia bien plus systématiquement que n'importe quel autre belligérant les fronts intérieurs européens. Plusieurs ministères civils ou militaires envoyèrent de jeunes fonctionnaires prometteurs observer les programmes de mobilisation en Grande-Bretagne, en France, en Italie, aux États-Unis et en Allemagne (cette dernière étant étudiée depuis la Suisse voisine). Les rapports volumineux qu'ils rapportèrent de leurs missions nourrirent plusieurs commissions ministérielles spécialement chargées de préparer le pays à la fois à l'après-guerre et aux conflits à venir. D'ailleurs, les observations recueillies par les autorités japonaises étaient très proches des leçons tirées de la Grande Guerre par les autres nations.

Les officiers de l'armée japonaise rentrèrent d'Europe convaincus de l'importance de ce qu'on appellerait plus tard la « guerre totale », même s'ils parlaient à l'époque de « mobilisation nationale totale ». En 1917, une Commission d'enquête militaire provisoire de l'armée fit remarquer que « la guerre à notre époque exige vraiment de mobiliser toute l'énergie de la nation », c'est-à-dire toutes ses ressources

matérielles, humaines et financières. Mais les années 1920 marquèrent un reflux du pouvoir militaire et l'essor du parlementarisme. La faction qui, au sein de l'armée, défendait la guerre totale allait devoir attendre l'avènement des pouvoirs militaristes et autoritaires des années 1930 pour accomplir ses projets.

Dans les années 1920, c'est une élite civile de fonctionnaires qui administra le pays. Appliquant à la mobilisation de la population japonaise *en temps de paix* les leçons tirées de l'expérience de guerre européenne, elle mit en place ce qu'on pourrait appeler un front intérieur « à double usage », adapté, en d'autres termes, à la mobilisation et à la gestion de la société aussi bien en temps de paix qu'en temps de guerre. Les interventions des fonctionnaires dans la vie quotidienne servirent tout d'abord les objectifs de développement économique et de stabilité sociale de l'entre-deux-guerres, avant d'être rapidement utilisées pour les besoins militaires. Ainsi, les campagnes d'État qui, dans l'entre-deux-guerres, encourageaient l'épargne et la réduction des dépenses avaient comme modèles celles menées en Europe et aux États-Unis pour réduire la consommation et financer l'effort de guerre pendant la Grande Guerre. Influencés par le *National War Savings Movement*, le mouvement national d'épargne créé par le gouvernement britannique, les fonctionnaires japonais suscitérent dans tout le pays des comités de campagne préfectoraux et nationaux, et des associations locales d'épargne dans les villages et les quartiers urbains. La rhétorique du conflit précédent était communément invoquée. En 1922, la nation fut invitée

à faire des économies pour renforcer la position commerciale du Japon dans la prochaine « guerre économique du temps de paix ». En 1929 fut mise en place une autre campagne dite « de persuasion morale en faveur de la *mobilisation* ».

Suivant les leçons du premier conflit mondial, l'État japonais s'efforça d'inclure les femmes dans ce programme. Avant 1914, les femmes adultes n'entretenaient guère de rapport direct avec l'État japonais. C'était le chef de famille, et pas son épouse, qui était généralement responsable de l'épargne et de la consommation du foyer, les campagnes de mobilisation étant relayées par les associations locales de chefs de famille, de vétérans ou de jeunes hommes. Ce mode de gouvernance changea radicalement après 1918. Des fonctionnaires, des officiers et des hommes politiques montrèrent comment les fronts intérieurs européens avaient utilisé le « pouvoir des femmes » au service de l'épargne, des campagnes de distribution de nourriture, des soins aux blessés ou de la production de munitions. En 1920, le puissant ministère de l'Intérieur demanda aux autorités locales d'organiser des « associations de femmes » dans les villages et les communes urbaines de tout le pays. Celles-ci, de concert avec d'autres associations non gouvernementales de femmes, fournirent le noyau des campagnes nationales d'épargne et des nouvelles « campagnes d'amélioration de la vie quotidienne » conduites par l'État. L'objectif de ce mouvement était d'éliminer le « gaspillage » tout en « rationalisant » la consommation, le régime alimentaire, l'hygiène, l'habillement et le logement des Japonais.

Deux autres dimensions de ce front intérieur « à double usage » révèlent l'étroite relation entre besoins civils et militaires au cours des années 1920. La première découle des études japonaises sur la sécurité alimentaire et le moral des civils, conduites en Europe en 1914-1918. La Grande-Bretagne et l'Allemagne avaient cherché à s'imposer mutuellement un blocus et à affamer le front intérieur adverse. Les Japonais et de nombreux observateurs occidentaux en étaient venus à la conclusion que l'Allemagne avait perdu la guerre parce que la faim avait fait naître un mouvement croissant de protestation, qui avait culminé avec la chute du gouvernement impérial et la capitulation du pays. À l'inverse, les fonctionnaires japonais attribuaient le maintien du moral des Britanniques à leur système de rationnement et de production alimentaire. Le Japon avait lui-même connu une crise alimentaire à l'été 1918. Entre 1 et 2 millions de citoyens avaient participé aux « émeutes du riz », dont le prix s'était envolé. Les élites japonaises redoutaient que le pays succombe à des mouvements révolutionnaires semblables à ceux qui s'étaient propagés en Russie, en Allemagne et en Autriche-Hongrie. S'inspirant des politiques mises en œuvre en Europe pendant la guerre pour garantir l'autosuffisance alimentaire, le Japon instaura une double stratégie. D'un côté, dans le cadre du programme d'« amélioration de la vie quotidienne », les autorités menèrent une campagne agressive en faveur d'une diversification des habitudes alimentaires nationales. Des nutritionnistes et des associations locales de femmes apprenaient aux foyers japonais à compléter

le riz avec de l'orge, des légumes et des haricots riches en vitamines. Par ailleurs, le gouvernement augmenta rapidement la production de riz à Taïwan et dans la Corée sous domination coloniale, ainsi que la culture du soja et des céréales en Mandchourie occupée. En 1936, les experts annoncèrent fièrement que l'Empire japonais avait atteint l'autarcie alimentaire.

La défense passive constituait l'élément final de la construction du front intérieur en temps de paix. Les experts de l'armée japonaise avaient observé les attaques de zeppelins et de bombardiers allemands contre les populations civiles de Londres et de Paris. Dans les guerres à venir, spéculait la Commission d'enquête militaire provisoire en 1919, il ne faisait aucun doute que les bombardements ennemis de villes japonaises bâties en bois « anéantiraient le moral des civils ». Ce scénario ne parut que trop vraisemblable après le séisme de Kantō de 1923. Des incendies avaient causé la mort de dizaines de milliers d'habitants de Tokyo et Yokohama. L'immense panique qui s'était emparée de la population avait débouché sur le massacre de plusieurs milliers de Coréens et de Chinois par des groupes d'autodéfense. Horrifiés, les responsables publics, dont un futur ministre de l'Armée, prédirent que Tokyo connaîtrait le même chaos si une nation ennemie venait à larguer des bombes incendiaires sur la ville. Les autorités redoublèrent alors d'efforts pour mettre sur pied des associations de quartier capables de lutter contre l'agitation d'extrême gauche et d'organiser la défense passive en cas de tremblements de terre et de bombardements.

En 1928, des responsables militaires et civils procédèrent à Osaka au premier exercice de masse d'une simulation de bombardement au monde, mobilisant 2 millions de membres d'associations de jeunesse, de femmes ou de vétérans. Tout au long des années 1930, d'autres exercices d'alerte contre les raids aériens se succédèrent dans les villes japonaises.

### Les associations en ligne de front

En 1930, l'État japonais avait bâti l'essentiel de l'architecture de son front intérieur du temps de guerre. Ce système organisé par quartiers, fortifié par des campagnes de mobilisation morale, ne possédait pas encore le caractère total qui serait celui de la Seconde Guerre mondiale. Les campagnes de l'entre-deux-guerres ne contraignaient pas les habitants à consentir des sacrifices matériels importants. Elles cherchaient plutôt – au nom de l'« efficacité » et de la « science » – à persuader les foyers d'économiser un peu plus ou de s'alimenter mieux. Quant aux programmes de mobilisation sociale, en dépit des guerres qui se déroulaient sur le continent asiatique, ils ne connurent pas de changements substantiels durant les années 1930.

Les historiens parlent souvent de la « guerre de quinze ans » livrée par le Japon entre 1931 et 1945. Mais cette appellation ne nous dit pas grand-chose de l'évolution du front intérieur à cette époque. Cette « guerre de quinze ans » se décompose en réalité en trois conflits vaguement connectés : l'occupation militaire de la Mandchourie (1931-1932) ; la guerre contre la république de Chine

à partir de 1937 ; la guerre du Pacifique contre les États-Unis et ses Alliés occidentaux (1941-1945). L'« incident de Mandchourie » se limita à une guerre de faible intensité, qui entraîna la mort de 3 000 soldats japonais tout au plus. Très peu de combats eurent lieu après mai 1933. Loin de connaître une ère d'austérité, l'économie japonaise atteignit le sommet de sa prospérité d'avant guerre en 1936. Frappée par une « fièvre guerrière » en 1931, l'opinion publique japonaise prit part aux campagnes destinées à soutenir les troupes en Mandchourie. Mais on était encore loin du front intérieur que le pays connaîtrait pendant la Seconde Guerre mondiale.

La guerre ne commença à modifier réellement la vie des Japonais qu'à partir de juillet 1937, quand débutèrent les hostilités avec la république de Chine. Les généraux s'attendaient à une victoire rapide sur le gouvernement de Chiang Kai-shek, mais les troupes japonaises firent face à une résistance farouche de la part des forces nationalistes chinoises lors des campagnes pour prendre Shanghai et Nankin. La guerre sino-japonaise se transforma bientôt en borbier. Les forces nationalistes chinoises reculèrent à l'intérieur des terres sans avoir été défaites, tandis que l'armée japonaise débordée s'efforçait tant bien que mal de contrôler les vastes espaces qu'elle occupait. Au printemps 1938, le gouvernement japonais reconnut que l'« incident chinois » était devenu une « guerre prolongée ». Pour la première fois, les autorités cherchèrent à organiser le « front intérieur ». Un terme depuis longtemps oublié fut mis à contribution : *jūgo*, qui signifie littéralement

« derrière les armes », et semble être la traduction littérale du terme français « arrière ». Les appels à la constitution du front intérieur étaient associés à un autre mot nouveau : *sōryokusen*, « guerre totale ». L'armée fit paraître en avril 1938 une traduction du livre d'Erich Ludendorff, *Der totale Krieg* [La guerre totale] (1935). Des tracts diffusaient les leçons de la Première Guerre mondiale : il n'y aurait plus de distinction entre combattants et civils, ni entre jeunes et vieux, ni entre hommes et femmes ; quant à l'« incident chinois », pour en sortir vainqueurs tous les Japonais devaient agir comme des « soldats » sur le front intérieur.

Pendant les trois premières années de la guerre contre la Chine, le front intérieur conserva la saveur des diverses campagnes de mobilisation, morales ou matérielles, conduites par les associations locales dans l'entre-deux-guerres. Sous le nom révélateur de « Mouvement de mobilisation nationale spirituelle », le gouvernement organisa le soutien populaire à l'effort de guerre. Des associations locales de femmes participaient aux rituels sans fin du départ des conscrits ou du réconfort des vétérans blessés et des familles endeuillées. Cependant, la mobilisation *matérielle* de la vie quotidienne restait modeste. La guerre sino-japonaise ne fut pas une guerre totale. Les civils japonais disposaient d'importantes réserves de nourriture. Avec seulement 1 240 000 soldats mobilisés dans l'armée en 1939, les industries pouvaient continuer à compter sur le travail d'hommes en bonne santé. Néanmoins, la population était de plus en plus exhortée à restreindre sa consommation et à épargner davantage pour

financer la guerre. Pour coordonner ces efforts, le ministère des Finances créa en 1938 le Bureau de promotion de l'épargne nationale, qui prenait là aussi pour modèle le *National War Savings Committee* créé par le Trésor britannique en 1914-1918.

Les exigences du front intérieur devinrent plus contraignantes peu avant le déclenchement de la guerre du Pacifique, contre l'Amérique et ses alliés, en décembre 1941. Réagissant l'année précédente à l'évolution de la situation internationale, les autorités japonaises entreprirent de renforcer les mécanismes de la mobilisation civile afin de soutenir la guerre interminable contre la Chine, tout en se préparant à d'autres conflits contre de puissants adversaires. L'Union soviétique représentait toujours une menace, et les victoires d'Hitler aux Pays-Bas et en France en mai et en juin 1940 – sans parler de l'anticipation d'une invasion de la Grande-Bretagne – créaient pour le Japon une occasion unique de conquérir les colonies européennes de l'Asie du Sud-Est. En septembre 1940, après l'invasion de l'Indochine française par les troupes japonaises, les États-Unis décrétèrent un embargo sur le transport maritime de ferraille à destination du Japon. La même semaine, le Japon conclut un pacte tripartite avec l'Allemagne et l'Italie. Pour bâtir le front intérieur, les autorités japonaises, qui préparaient le pays à une guerre véritablement totale, tirèrent de nouvelles leçons transnationales de leur observation de la guerre en Europe. Comme le Japon n'entra pas en guerre avec la Grande-Bretagne avant décembre 1941, des diplomates et

des attachés militaires japonais purent envoyer des rapports de première main sur les efforts des Britanniques – mais aussi des Allemands et des Italiens – pour faire face aux pénuries alimentaires, aux bombardements aériens, et pour organiser la mobilisation de la main-d'œuvre.

En conséquence, le gouvernement japonais réorganisa les associations locales pour en faire de véritables unités de mobilisation au service de l'effort de guerre. Où qu'ils portent leur regard, les observateurs japonais voyaient que les États belligérants mobilisaient leur population dans le cadre des quartiers. Il pouvait s'agir de ligues de défense passive, comme dans l'Allemagne nazie, l'Italie fasciste ou en Union soviétique, ou encore de la conscription de *fire watchers*, postés sur les toits pour surveiller et prévenir les départs d'incendie causés par des bombes incendiaires, dans les villes britanniques. À l'époque de la guerre contre la Chine, les autorités japonaises entreprirent de regrouper les différentes associations de jeunes, de femmes, de vétérans et d'épargnants afin qu'il n'y en eût plus qu'une par village, ou par quartier (*chōnaikai*) dans le cas des villes. En 1940, l'État poursuivit cet effort avec la mise en place, à l'échelle de tout le pays, d'associations de voisinage (*tonarigumi*) qui regroupaient environ dix foyers chacune. Sur le front intérieur, les associations de quartier et de voisinage faisaient office de ligne de front. Elles étaient chargées de la défense passive, du rationnement de la nourriture, de la collecte des fonds destinés à l'épargne nationale, ainsi que de la surveillance de tous et de chacun. La contrainte la plus visible n'était pas celle imposée

par la police, mais celle qui s'exerçait entre voisins. Pour accroître l'épargne de guerre, par exemple, les fonctionnaires attribuaient des quotas à chaque association, ordonnant aux responsables d'enquêter sur leurs voisins pour récolter le maximum d'argent. Les associations de quartier avaient reçu le pouvoir de priver de rations alimentaires les familles qui ne s'acquittaient pas des sommes prévues ou se montraient réticentes à assumer leurs devoirs de défense passive.

Avec le début de la guerre du Pacifique, les associations dédiées à la mobilisation jouèrent désormais un rôle central dans le soutien à l'effort de guerre. Toutefois, leur « succès » eut un coût écrasant pour les civils qui subissaient des pénuries de plus en plus sévères de nourriture et de biens de première nécessité. Les dirigeants japonais précipitèrent le pays dans la guerre en 1941, à un moment où l'autosuffisance tant vantée de l'Empire était sérieusement mise à l'épreuve par les mauvaises récoltes de riz de 1939 en Corée, à Taïwan et au Japon. Face au mécontentement populaire, le gouvernement avait décidé en 1940 de faire venir 65 % de ses importations de riz d'Asie du Sud-Est. Cette mesure désespérée se révéla catastrophique pendant la guerre, quand l'aviation et la flotte alliées entreprirent de détruire les navires de commerce japonais. En 1944, le blocus allié empêchait quasiment toute importation de riz et de sucre depuis Taïwan et l'Asie du Sud-Est.

Le gouvernement japonais fit face à des pénuries de plus en plus graves tout en adoptant les mêmes politiques alimentaires générales que les belligérants européens. Si les autorités n'avaient

institué aucun rationnement alimentaire pendant les quatre premières années de la guerre contre la Chine, elles mirent en circulation en avril 1941 des coupons de rationnement pour le riz dans les six plus grandes villes du pays. Au début de la guerre du Pacifique, l'État décida en février 1942 d'étendre le rationnement du riz à tout le pays. Imitant les programmes britanniques et allemands de la même époque, les autorités transformèrent le ministère de l'Agriculture et des Forêts en agence responsable de la production, de la collecte, de la distribution et des prix de toutes les denrées alimentaires. La sauce soja, la soupe *miso*, le sucre et d'autres produits étaient également rationnés et distribués de façon centralisée. Ce furent les associations de quartier qui distribuèrent aux familles les rations de produits alimentaires, et non des commerces comme en Grande-Bretagne et en Allemagne. La guerre traînant en longueur, l'échelon inférieur fut mis à contribution, et les représentants des associations de voisinage commencèrent à distribuer les rations à leurs membres, non comme à des consommateurs individuels, mais comme aux composantes d'une même unité économique. Les associations de voisinage étaient par ailleurs encouragées par l'État à économiser nourriture et combustible en faisant la cuisine pour tout le groupe.

Toutefois, les programmes publics de distribution et de production ne parvenaient pas à compenser la baisse vertigineuse des importations alimentaires. En 1943, la plupart des foyers luttèrent pour conserver leur niveau de consommation d'avant guerre, déjà très inférieur à celui des nations occidentales. La ration de riz

quotidienne de 330 grammes allouée au consommateur ordinaire ne lui apportait que 1158 calories (l'apport moyen nécessaire étant estimé à 2160 calories au Japon). Les consommateurs exprimaient leur mécontentement quand les fonctionnaires coupaient les rations de riz avec de l'orge, du blé, du soja, des patates douces et des céréales grossières, à peine digestes, importées de Mandchourie. Les familles étaient obligées de compléter leurs maigres rations en achetant au marché noir des légumes, des fruits et du poisson. Les membres de la classe moyenne faisaient régulièrement le voyage à la campagne pour acheter directement aux fermiers – autrefois méprisés – de la nourriture hors de prix. Fin 1944, il arrivait souvent que les Japonais mangent de l'herbe – et même, avec les encouragements de leur gouvernement. Les exigences sans fin de l'État, qui en voulait toujours plus à leur épargne pour financer l'ultime effort de guerre, appauvrirent toujours plus les civils. En 1944, les campagnes d'épargne de guerre étaient parvenues à capter jusqu'à 40 % du revenu disponible des foyers, un pourcentage exceptionnel qui ne tient pas compte des impôts ni des sommes, en augmentation constante, perçues au niveau local. Les civils manquaient aussi dramatiquement de vêtements, l'armée ayant consommé au début de la guerre du Pacifique presque toute la laine, tout le coton et tout le cuir disponibles. De nombreuses usines avaient cessé de fabriquer des vêtements pour produire des munitions. Ainsi la plupart des civils ne purent-ils pas remplacer leurs vêtements pendant les trois dernières années de la guerre. En 1945, le peuple



japonais, en haillons et épuisé, souffrait constamment de la faim et du froid.

Plus encore que les distributions alimentaires, c'est l'impératif de la défense passive qui régla et militarisa la vie quotidienne sur le front intérieur. Les villes japonaises ne subirent pas de bombardements massifs avant 1945, mais qui pouvait croire que la nation insulaire échapperait aux bombardements incendiaires qui ravageaient l'Europe ? Les membres de toutes les associations de voisinage passèrent la plus grande partie de la guerre du Pacifique à participer à des exercices de neutralisation des bombes incendiaires, aussi petites que mortelles, qui menaçaient d'embraser de vastes zones urbaines. À vrai dire, la réorganisation radicale de la vie locale en associations de quartier et de voisinage en 1940 avait été motivée principalement par la nécessité de systématiser la défense passive, sous l'influence de modèles transnationaux. Les associations de voisinage ressemblaient beaucoup aux unités d'immeuble qui s'organisaient face aux raids aériens en Allemagne, tandis que les associations de quartier faisaient écho aux « associations de rue » dirigées par des préposés à la défense passive ou des « gardiens de bloc » du parti nazi. Élaborée sur le modèle de la loi sur la défense aérienne allemande, la loi sur la défense aérienne japonaise (promulguée en 1937, révisée en 1941) contraignait aussi les civils à participer à des tâches de défense passive, notamment comme pompiers auxiliaires pendant les attaques aériennes. En 1943, des rapports de première main sur le bombardement de Hambourg et les raids aériens massifs sur Berlin convainquirent l'armée et le

ministère de l'Intérieur d'améliorer le système en anticipant les offensives aériennes américaines contre le Japon. À partir de 1944, des jeunes, des femmes et des personnes âgées reçurent l'ordre de détruire des dizaines de milliers de maisons en bois pour créer des coupe-feu. Conscientes que les pompiers professionnels seraient en nombre insuffisant pour venir à bout des sinistres, les autorités placèrent les associations de voisinage, armées seulement de seaux et, parfois, d'une pompe manuelle, en première ligne.

À l'image des autres nations belligérantes, l'organisation du front intérieur japonais transforma le rôle des femmes au sein des familles et des communautés. Comme 6 millions d'hommes servaient dans l'armée et des millions d'autres travaillaient dans les usines d'armement, elles devinrent les principaux agents de l'État à l'intérieur des foyers. Pour beaucoup d'entre elles, la mobilisation fut l'occasion de gagner en autorité. Pour la première fois, l'État les enrôlait en nombre, comme expertes ou responsables, pour s'occuper de programmes traitant de l'épargne, des économies à réaliser, du travail des femmes en usine, de la santé des enfants, de l'alimentation ou de la conservation des denrées alimentaires. Des femmes de la classe moyenne, qui avaient depuis longtemps fait campagne contre l'opulence et les maisons closes, adoptèrent avec enthousiasme le message de l'État en 1940 : « Le luxe, c'est l'ennemi. » Elles s'associèrent aux efforts publics pour réprimander celles qui arboraient des permanentes et pour fermer les maisons de passe. Elles étaient de plus en plus nombreuses à prendre la

tête des associations de voisinage, tout en travaillant dans la défense passive ou en dirigeant des associations pour l'épargne populaire. Dans des interviews de l'époque, certaines se félicitent des pouvoirs nouveaux qu'elles exercent sur la vie de leurs voisins, en les incitant à mettre plus d'argent de côté.

La Seconde Guerre mondiale transforma également la vie de la jeunesse japonaise. Imitant consciemment la politique britannique, le gouvernement faisait tout pour protéger les plus jeunes des attaques aériennes. Dans les grandes villes, en 1944-1945, les autorités organisèrent l'évacuation de centaines de milliers d'élèves des écoles primaires. Mais pour faire face aux pénuries de main-d'œuvre, de plus en plus graves, en 1944, des adolescents des deux sexes furent enrôlés pour effectuer des travaux éreintants et dangereux. Âgés de quatorze ans ou plus, ces « étudiants mobilisés », sous-alimentés, travaillaient dans les usines, démolissaient des maisons pour créer des coupe-feu ou construisaient des structures défensives dans la perspective d'une invasion américaine. Ainsi, le 6 août 1945, à Hiroshima, des équipes de jeunes garçons et de jeunes filles étaient en train de démolir des bâtiments en bois de la ville. 7 000 d'entre eux périrent lors du premier bombardement atomique de l'histoire.

### Une population affamée et terrorisée

Dans la mémoire populaire, c'est cette bombe atomique – mais aussi celle qui fut larguée trois jours plus tard sur Nagasaki – qui mit fin à la guerre. Seule une arme de cette puissance, expliquent

la plupart des Américains, pouvait avoir raison d'un peuple de « fanatiques » déterminés à se battre jusqu'au bout – avec des lances de bambou si nécessaire. En fait, en août 1945, le front intérieur japonais était sur le point de s'effondrer. Pendant près de quatre ans, les civils japonais avaient fourni à l'armée leurs hommes, leur travail, leur épargne et leurs impôts pour livrer bataille contre un ennemi beaucoup plus puissant. Respectant généralement bien les consignes qui leur étaient données, ils s'étaient intégrés à des organisations de mobilisation efficaces, qui leur avaient permis de se nourrir (certes, à peine) et de défendre leurs quartiers contre les raids aériens. De ce point de vue, le front intérieur japonais ressemblait à celui des autres puissances – l'Allemagne, l'Union soviétique et la Grande-Bretagne – qui, plongées dans la guerre totale, dépendaient de la motivation et de l'organisation de leurs populations civiles pour affronter le blocus et les attaques incessantes de l'ennemi.

Mais il y avait des limites à ce que le front intérieur japonais pouvait endurer. La nation affrontait un adversaire doté d'une richesse incommensurable, et déterminé, pour l'emporter, à détruire jusqu'au front intérieur japonais. Dans les cinq mois *précédant* le largage des deux bombes atomiques, l'offensive aérienne américaine causa la mort d'un nombre effrayant de civils. Les États-Unis ayant pris le contrôle de Saipan et de Tinian en juillet 1944, le Japon s'était retrouvé à portée de bombardement des B-29 de l'*US Army Air Force* (USAAF). En mars 1945, l'USAAF lança une série d'attaques incendiaires contre les zones

densément peuplées des plus grandes villes du Japon. Les 9 et 10 mars, deux cent soixante-dix-neuf B-29 larguèrent des bombes incendiaires sur un grand quartier ouvrier de Tokyo, tuant, d'après les estimations, 100 000 civils, en blessant au moins 40 000, et privant de foyer plus d'un million d'habitants. Après avoir lancé d'autres raids sur les métropoles japonaises au printemps, l'USAAF cibla également, entre juin et la mi-août, les agglomérations de cinquante-huit villes petites ou moyennes. Au total, en incluant les attaques contre Hiroshima et Nagasaki, les bombardiers américains atteignirent le taux de destruction ahurissant de 43 % du bâti de soixante-six villes japonaises.

Déjà abasourdis par cette effroyable campagne de bombardements, les civils japonais virent au même moment les Américains s'attaquer à leur approvisionnement en nourriture. Avant la guerre du Pacifique, le pays dépendait de ses importations pour 20 % de son apport calorique. Les attaques alliées contre les navires japonais en provenance d'Asie du Sud-Est amputèrent considérablement cette source d'approvisionnement. En mars 1945, l'USAAF lança la phase finale du blocus en faisant larguer des mines, par ses B-29, dans le détroit de Shimonoseki et dans les principaux ports japonais, points d'arrivée des transports maritimes de nourriture et de combustible en provenance de Corée, de Mandchourie et de Chine. L'« opération Famine » (*Operation Starvation*) – c'est le nom qu'on lui donna – réussit en août à imposer un blocus quasi total du Japon. Les Japonais étaient nombreux à souffrir de malnutrition grave, la

consommation civile moyenne étant passée, en 1945, sous la barre inquiétante des 1 680 calories par jour. Le 2 juillet, le gouvernement diminua encore de 10 % la ration de riz, pourtant déjà très basse. Une étude américaine sur les bombardements stratégiques avança par la suite que 7 millions de Japonais « seraient morts de faim si la guerre avait duré une année supplémentaire ».

Le peuple japonais réagit à ces catastrophes d'une manière remarquablement *non* fanatique. Les chefs militaires appelèrent à résister au futur envahisseur en livrant une ultime « bataille décisive », mais peu de civils les écoutèrent. Les raids incendiaires du mois de mars déclenchèrent un exode de masse. Quelque 8,5 millions de personnes fuirent les grandes villes à la recherche d'un refuge et de nourriture. La population de Tokyo chuta de 63 %. 29 % de celle de Nagoya fut évacuée après les raids de mars. Beaucoup fuirent aussi les villes de province à mesure que les bombardiers américains les détruisaient une à une. Les chefs de la police civile et militaire reconnaissaient leur impuissance face à l'exode des civils démoralisés et paniqués. Parmi les réfugiés, on comptait un grand nombre d'ouvriers des usines d'armement. Conscients des troubles qui avaient agité aussi bien le Japon que l'Europe en 1918, l'ancien Premier ministre Konoe Fumimaro et d'autres hommes politiques influents évoquèrent le risque d'un soulèvement populaire et même d'une « révolution communiste » si la guerre se poursuivait.

Finalement, le Japon ne connut ni révolution ni troubles significatifs.

Au lieu de cela, l'offensive menée par les États-Unis contre le front intérieur – associée à la volonté obstinée des chefs japonais de poursuivre jusqu'au bout une guerre qu'ils étaient en train de perdre – eut pour résultat d'affamer et de terroriser la population, peu désireuse de se battre ni de continuer à travailler. La soudaine entrée en guerre de l'Union soviétique contre le Japon le 8 août, ainsi que les deux bombes atomiques, précipitèrent la décision du gouvernement de capituler. Néanmoins, il ne fait aucun doute que l'effondrement du front intérieur fut une cause déterminante de cette capitulation. Les dirigeants japonais invoquaient avec insistance la crise alimentaire, les bombardements incendiaires de plus en plus destructeurs et le flux des réfugiés.

Chose étonnante, les réfugiés à moitié morts de faim de 1945 allaient bientôt se rassembler pour reconstruire leurs villes et contribuer au fameux « miracle économique » du Japon de l'après-guerre. Ils le firent en tant que membres actifs des principaux programmes de mobilisation qui avaient auparavant soutenu l'effort de guerre. Les campagnes d'épargne intrusives que l'État avait menées pendant la guerre se poursuivirent après 1945 avec autant d'intensité qu'auparavant. Les objectifs avaient changé, mais pas les moyens. Après avoir exhorté sa population à épargner pour obtenir une victoire militaire, l'État japonais l'incitait désormais à épargner en vue du « salut national ». Faute d'aide de la part des Alliés et en l'absence de capitaux étrangers, les autorités pressaient les familles de continuer à vivre dans l'austérité, afin de financer la reconstruction nationale

et la réindustrialisation. Comme dans les deux décennies de l'entre-deux-guerres, ces campagnes d'austérité étaient accompagnées de messages plus positifs sur la manière de réduire les dépenses superflues ou de tenir un budget familial au nom de l'« amélioration de la vie quotidienne » (ou de la « vie nouvelle », pour reprendre la terminologie employée après guerre). La poursuite de ces campagnes joua un rôle crucial dans l'accroissement de l'épargne des familles japonaises, qui finança la forte croissance économique des années 1950 et 1960.

Les campagnes de mobilisation morale de l'après-guerre continuèrent à s'appuyer sur le réseau associatif. Au nom de la démocratisation du pays, les autorités d'occupation américaines au Japon (1945-1952) s'efforcèrent d'éliminer les associations locales parce que les familles y étaient enrôlées de force. Elles réussirent à abolir l'échelon inférieur représenté par les associations de voisinage (*tonarigumi*), mais la résistance japonaise – à la fois officielle et populaire – contraria les efforts américains de démantèlement des associations de quartier, des associations locales de femmes, des associations de jeunesse et d'épargne. Les associations de femmes jouèrent aussi un rôle, peut-être encore plus important qu'avant 1945, de médiation entre la politique du gouvernement et les familles. Le départ des hommes du fait de la guerre puis de l'industrialisation rapide du pays laissa leurs épouses en charge de la vie locale. Malgré la dissolution de l'Association des femmes du Grand Japon par les autorités d'occupation, certaines dirigeantes créèrent bientôt la Fédération nationale

des associations régionales de femmes, avec le soutien de l'administration. Cette Fédération nationale coordonnait toutes les associations locales de femmes avec leurs millions de membres. Ces associations féminines aidèrent activement l'État japonais en menant toutes sortes de campagnes, pour promouvoir l'épargne, améliorer la qualité de l'alimentation, prévenir le crime, socialiser la jeunesse. Une fois encore, le front intérieur « à double usage »

était passé de l'état de guerre à l'état de paix.

Traduit de l'anglais par Simon Duran

—  
**Sheldon Garon** est *Nissan Professor in Japanese Studies* à Princeton University. Il est l'auteur de *When Home Fronts Became Battlegrounds: A Transnational History of Japan, Germany and Britain in World War II* (à paraître).

## BIBLIOGRAPHIE

On trouvera des récits rendant compte de la vie des civils japonais pendant la Seconde Guerre mondiale dans **Thomas Havens**, *Valley of Darkness: The Japanese People and World War II* (New York, Norton, 1978) ; **Samuel Hideo Yamashita**, *Daily Life in Wartime Japan (1940-1945)* (Lawrence, University Press of Kansas, 2015) et *Leaves from an Autumn of Emergencies: Selections from the Wartime Diaries of Ordinary Japanese* (Honolulu, University of Hawaii Press, 2005) ; **Yoshiaki Yoshimi**, *Grassroots Fascism: The War Experience of the Japanese People* (trad. par Ethan Mark, New York, Columbia University Press, 2015) ; **Haruko Taya Cook** et **Theodore Cook**, *Le Japon en guerre (1931-1945)* (trad. par Danièle Mazingarbe, Paris, Éd. de Fallois, 2015). Les attitudes populaires à l'égard des guerres menées par le Japon dans les années 1930 sont analysées dans **Sandra Wilson**, *The Manchurian Crisis and Japanese Society (1931-1933)* (Londres, Routledge, 2002) ; **Louise Young**, *Japan's Total Empire: Manchuria and the Culture of Wartime Imperialism* (Berkeley, University of California Press, 1998). L'administration de la société par l'État japonais, avec le concours d'associations semi-officielles ou de groupes de femmes, est discutée dans **Sheldon Garon**, *Molding Japanese Minds: The State in Everyday Life* (Princeton University Press, 1997) ; et **Gregory Kasza**, *The Conscript Society:*

*Administered Mass Organizations* (New Haven, Yale University Press, 1995).

Concernant la vie quotidienne et les politiques spécifiques du front intérieur, l'étude la plus détaillée sur la politique alimentaire reste celle de **Bruce Johnston**, *Japanese Food Management in World War II* (Stanford University Press, 1953) ; ainsi que **Sheldon Garon**, « The Home Front and Food Insecurity in Wartime Japan: A Transnational Perspective », in **Hartmut Berghoff**, **Jan Logemann** et **Felix Römer** (dir.), *The Consumer on the Home Front: Second World War Civilian Consumption in Comparative Perspective* (Oxford University Press, 2017, p. 29-53). Pour une étude des campagnes d'épargne au Japon et ailleurs, voir **Sheldon Garon**, *Beyond Our Means: Why America Spends while the World Saves* (Princeton University Press, 2012). La défense passive et les évacuations sont analysées dans **Sheldon Garon**, « Defending Civilians against Aerial Bombardment: A Comparative / Transnational History of Japanese, German and British Home Fronts (1918-1945) », publié simultanément en ligne dans *Asia-Pacific Journal: Japan Focus*, vol. 14, n° 23-2, 1<sup>er</sup> décembre 2016, et dans *Mass Violence and Resistance*, 1<sup>er</sup> décembre 2016, et disponible dans une version française sous le titre « Défendre les civils contre les bombardements aériens : histoire comparative et transnationale des fronts intérieurs au Japon, en Allemagne et en Grande-Bretagne »

## EXPÉRIENCES DE LA GUERRE

(1918-1945) » sur le site de Sciences-Po (< <http://www.sciencespo.fr> > ); voir aussi **Gregory Scott Johnson**, *Mobilizing the « Junior Nation »: The Mass Evacuations of School Children in Wartime Japan*, thèse de doctorat, université de l'Indiana, 2009. La pensée militaire relative à la « guerre totale » est

discutée dans **Michael Barnhart**, *Japan Prepares for Total War: The Search for Economic Security (1919-1941)* (Ithaca, Cornell University Press, 1987); ainsi que dans **Edward Drea**, *Japan's Imperial Army: Its Rise and Fall (1853-1945)* (Lawrence, University Press of Kansas, 2009).

### RENVIS

L'avènement de l'État guerrier, p. 00

Le front patriotique, p. 00

Les bombardements vus d'en bas, p. 00

Silence sur Hiroshima, p. 00

1914-1945 : les sociétés se mobilisent, p. 00

L'arme de la faim, p. 00